



HAL
open science

Master Science politique

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'un master. Master Science politique. 2014, Université Montpellier 1 - UM1.
hceres-02040732

HAL Id: hceres-02040732

<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02040732v1>

Submitted on 20 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Formations et des diplômes

Rapport d'évaluation du master



Science politique

de l'Université Montpellier 1 – UM1

Vague E – 2015-2019

Campagne d'évaluation 2013-2014



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Formations et des diplômes

En vertu du décret du 3 novembre 2006¹,

- Didier Houssin, président de l'AERES
- Jean-Marc Geib, directeur de la section des formations et diplômes de l'AERES

¹ Le président de l'AERES « signe [...], les rapports d'évaluation, [...] contresignés pour chaque section par le directeur concerné » (Article 9, alinea 3 du décret n°2006-1334 du 3 novembre 2006, modifié).



Evaluation des diplômes Masters – Vague E

Evaluation réalisée en 2013-2014

Académie : Montpellier

Etablissement déposant : Université Montpellier 1 – UM1

Académie(s) : /

Etablissement(s) co-habilité(s) au niveau de la mention : /

Mention : Science politique

Domaine : Droit, économie, gestion

Demande n° S3MA150009208

Périmètre de la formation

- Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômes délocalisés) :

Université Montpellier 1

- Délocalisation(s) : /

- Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger :

Double diplomation possible pour la spécialité de recherche bilingue *Politique et action publique comparée* en relation avec The American University (Washington ; DC.USA) et en relation avec l'Université de Sienne (Italie)

Présentation de la mention

La mention *Science politique*, ouverte en 1999, et depuis diversifiée (quatre spécialités), s'inscrit dans la continuité d'une licence complète de Science politique, dans un premier temps réduite à une troisième année (L3), puis, dans le cadre de l'actuel contrat, étendue aux trois années (L1 à L3). Elle est aussi ouverte à des étudiants titulaires d'une autre licence de science politique que celle délivrée par l'UM1 ainsi qu'à des étudiants disposant de diverses licences de sciences sociales (procédure d'admission par équivalence). L'accès par la formation continue est relativement restreint et n'est pas envisageable par la voie de l'apprentissage et du contrat de professionnalisation.

La première année de master (M1) permet, du moins pour les étudiants montpelliérains qui sont sélectionnés pour un accès à la seconde année (M2), d'acquérir une large vision de l'ensemble des sous disciplines de la science politique, et favorise ainsi une bonne articulation M1-M2 ; les autres étudiants sélectionnés en seconde année sont invités à tout un travail de lectures préparatoires. Le M2 s'articule autour de quatre spécialités, en lien, pour trois des quatre spécialités, avec les grands axes de recherche de l'UMR (unité mixte de recherche) 5112, le CEPEL (Centre d'Etudes Politiques de l'Europe Latine), à laquelle appartiennent tous les politistes montpelliérains : la spécialité bilingue (français /anglais) *Politique et action publique comparée* forme à la recherche, avec comme débouchés possibles la poursuite en thèse de doctorat puis les métiers de l'enseignement supérieur et de la recherche, tandis que



les trois autres spécialités, professionnelles, concernent respectivement les *Métiers des études et du conseil*, les métiers d'*Opérateur en coopération internationale et développement* et les *Métiers du journalisme*.

Synthèse de l'évaluation

- Appréciation globale :

Pour l'essentiel, il s'agit d'une mention, qui repose sur une ambition affirmée de réussite et qui y parvient largement, en s'appuyant sur une articulation cohérente des formations du M1 au M2 et un bon encadrement pédagogique.

S'appuyant sur une démarche progressive, du premier au quatrième semestre, le master mention *Science politique* a été pensé, non sans perfectionnement d'un contrat quinquennal à l'autre, comme permettant d'acquérir une large vision de l'ensemble des sous-disciplines de la science politique, en même temps que des sciences sociales qui traitent du politique et de ses méthodes. Cela est porté par une double dimension théorique et pratique et pour une triple ambition au terme du cursus : 1/ la recherche, surtout avec la spécialité qui lui est spécifiquement consacrée *Politique et action publique comparée* ; 2 / l'accès à des métiers définis autour de trois spécialités 3/mais aussi, dans une perspective plus transversale, la préparation aux concours de la fonction publique et à divers métiers de l'administration qui sont accessibles contractuellement sans concours. Ce master de science politique est le seul proposé sur le site montpelliérain, tant dans son établissement support, l'UM1, qu'à l'UM3. C'est également le seul proposé dans la Région Languedoc-Roussillon. Le recrutement des étudiants est largement national, voire international, en particulier pour deux spécialités.

Il bénéficie de mutualisations qui sont organisées entre les parcours à l'intérieur de la mention, de coopérations avec l'UFR de Médecine et à l'extérieur de l'UM1, surtout en M2, avec le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), Montpellier Sup Agro, mais encore avec l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier et le Centre d'écologie fonctionnelle et évolutive. Ces coopérations auraient mérité d'être mieux explicitées dans le dossier qui ne comporte que les noms des intervenants. Le département de science politique consacre aussi un effort très soutenu, dans le cadre du master, en direction de l'anglais, avec comme perspective le *Test of English for International Communication (TEOIC)*. La formation aux usages d'internet, possible dès le M1 (l'UE « Internet et politique »), avec comme perspective le certificat informatique et internet (C2i), est ensuite renforcée.

Pour ce qui concerne les modalités pédagogiques, à l'intérieur d'une organisation cohérente des enseignements, il y a des outils de progression des étudiants comme le fait d'être reçu individuellement dès le M1, la participation à des projets collectifs qui font suite à une commande dans une spécialité (M2 *Métiers des études et du conseil*), et une forte sensibilisation aux enjeux professionnels par l'encouragement fait aux étudiants de M1, qui envisagent une spécialité professionnalisante, à faire un stage. Il faut également mentionner le stage professionnel du quatrième semestre pour les spécialités professionnelles, stage sur lequel on aurait aimé avoir plus de précisions quant à son organisation, son suivi et son encadrement. S'y ajoute, côté recherche, la possibilité de stages au sein de l'UMR 5112, le CEPEL, dès le M1, et *a fortiori* dans le cadre de la spécialité recherche du M2.

Le master est adossé à un laboratoire, le CEPEL (UMR 5112), très reconnu dans la communauté des politistes français, notamment pour la dimension comparative de ses travaux. L'adossement aux milieux socioprofessionnels est fort dans les spécialités qui ne visent pas spécifiquement à former aux métiers de la recherche. Grâce aux intervenants praticiens en M2, les partenariats avec des entreprises, des cabinets d'études, des instituts de sondage, des médias régionaux et nationaux sont nombreux et dépassent largement le périmètre du Languedoc-Roussillon. Ce partenariat est aussi présent, sans être très élevé avec les institutions publiques (Etat, collectivités locales...). Des partenariats académiques, nombreux, ont été aussi établis, répondant d'ailleurs à une recommandation AERES formulée lors de la précédente évaluation du master. Ils sont toutefois fonction des spécialités. Au total, on repère un partenariat avec *The American University* de Washington, avec une double diplomation, avec l'Université de Sienne (Italie) avec la double diplomation du *Master in European Studies*, avec deux universités colombiennes à Bogota, *Universidad Javeriana et Universistad Externado* ; s'y ajoute un partenariat avec l'Université de Sherbrooke au Canada. Les chercheurs étrangers, invités dans le cadre du laboratoire, peuvent avoir à enseigner en M1 et M2 (surtout dans la spécialité à finalité recherche).

L'attractivité de la formation est indéniable : environ 200 candidatures par an pour le M1, dont les effectifs tournent désormais, après sélection, autour de 90 étudiants (+35 % en quatre ans), et, après une sélection rigoureuse, une soixantaine d'étudiants dans le cadre des quatre spécialités du M2. Globalement, le taux de réussite aux diplômes est bon : dans une fourchette 86 %-93 % en M1 et, pour ce qui concerne le M2, près de 100 % ; on peut y



voir un effet de la sélection des étudiants et d'un encadrement pédagogique resserré. Concernant les débouchés, le taux global, toutes spécialités confondues, de poursuite en thèse de doctorat est faible (4 %), ce qui s'explique, d'une part, par l'existence de trois spécialités professionnelles et, d'autre part, par une forte sélection à l'entrée en thèse, avec une faveur légitime accordée aux projets de thèses financés par une allocation. On n'a relevé que trois autres financements de thèses, pour une seule spécialité, le M2 *Métiers des études et du conseil* (deux bourses CIFRE, une bourse régionale). On se demande si une politique plus volontariste de financement des thèses n'est pas souhaitable, à l'attention de très bons étudiants, l'insertion dans le monde académique et de la recherche n'étant pas le seul débouché qui valorise le travail doctoral.

L'insertion professionnelle est bonne pour deux des trois spécialités professionnelles, la spécialité *Métiers du journalisme* récoltant quant à elle un taux moindre de 75 % d'insertion. La situation de la spécialité à finalité recherche est plus préoccupante et appelle une réaction de la part de l'équipe pédagogique de cette spécialité. En effet, encore que le dossier d'évaluation de la mention ne soit pas très clair sur ce point, annonçant 85 % de taux d'insertion sur les quatre premières années du quadriennal, la partie spécifiquement consacrée à la spécialité recherche indique seulement 50 % d'étudiants trouvant un débouché.

L'équipe pédagogique de la mention *Science politique* est portée par une dynamique qui bénéficie de la quasi superposition du département de science politique de l'UFR droit et science politique d'une part, et de l'UMR 5112, le CEPEL d'autre part. Elle est composée d'un « noyau dur » de neuf enseignements-chercheurs titulaires, de deux chercheurs du CNRS, et de deux associés auxquels s'ajoutent d'autres universitaires français et étrangers. Un nombre très important de professionnels intervient, très logiquement, dans les trois spécialités professionnelles du M2. Un conseil de perfectionnement, dont font partie tous les enseignants et où siègent aussi des délégués étudiants, ce qui aussi original qu'opportun, se réunit fréquemment, en formation plénière ou restreinte (dans ce cas, sans les représentants étudiants) selon l'ordre du jour.

Au niveau de l'établissement, il y a une politique émergente d'évaluation des mentions des masters de l'université, mais dont les résultats sont en cours de traitement au moment de l'élaboration du dossier. En complément, chaque directeur de spécialité du master Science politique a mis en place son propre système d'évaluation, en lien avec le conseil de département. C'est de nature à permettre des ajustements de la formation, notamment pour ce qui concerne l'organisation des modules confiés à des intervenants professionnels. Par ailleurs, les recommandations du précédent rapport AERES sur le master ont été largement prises en considération, pour ce qui concerne l'ouverture nécessaire d'une licence complète de science politique de L1 à L3, l'amélioration du parcours dans certaines spécialités (recommandations pas totalement entendues toutefois) et sur le renforcement des partenariats tant académiques que professionnels. L'autoévaluation, dans la partie générale du document est bien faite (mais un peu trop lisse sans doute !), tandis que les fiches RNCP (répertoire national des certifications professionnelles) et annexes descriptives au diplôme sont satisfaisantes, bien qu'inégalement bien renseignées, d'une spécialité à l'autre.

- Points forts :
 - Un bon taux de réussite pour un diplôme attractif, bien positionné régionalement et nationalement.
 - Une bonne insertion professionnelle en particulier dans le secteur privé, toutefois inégale, et des réseaux internationaux, à développer dans certaines spécialités.
 - Un encadrement pédagogique resserré.

- Points faibles :
 - Une insertion professionnelle moindre pour deux spécialités : *Politique et action publique comparée* et *Métiers du journalisme*.
 - On s'interroge aussi sur le périmètre des relations avec le secteur public (Etat, collectivités locales du Languedoc-Roussillon notamment) que l'on imagine extensible.

- Recommandations pour l'établissement :

On pourrait espérer une meilleure adéquation entre les effectifs en enseignants-chercheurs et chercheurs et les exigences d'un master ambitieux, avec quatre spécialités, avec en amont les trois années de licence marquées d'ailleurs par pratique malthusienne d'acceptation des étudiants (tirage au sort pour la L1 !).



Evaluation par spécialité

Métiers des études et du conseil

- Périmètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômés délocalisés) :

Université Montpellier 1

Etablissement(s) en co-habilitation(s) au niveau de la spécialité : /

Délocalisation(s) : /

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

- Présentation de la spécialité :

La spécialité *Métiers des études et du conseil*, consacrée à la formation de futurs consultants et chargés d'études dans les domaines de la gouvernance, de la communication, de l'analyse de marché, des études de l'opinion, s'adresse chaque année à une quinzaine d'étudiants (18 pour la dernière promotion), en formation initiale dans la quasi totalité des cas. Faisant intervenir universitaires et chercheurs du CEPEL, en lien avec leurs recherches, et professionnels des secteurs concernés, elle bénéficie d'un pilotage très institutionnalisé, volontariste, et débouche sur un taux d'emploi de 86 %.

- Appréciation :

Cette spécialité, globalement bien présentée et explicitée, dans le document central et, de manière très distinctive dans les annexes, est attractive, et très largement satisfaisante. L'ambition qui est de former des étudiants immédiatement opérationnels dans les métiers des études et du conseil, s'appuie pédagogiquement et scientifiquement, comme le montre la maquette du M2, et en complément de la formation déjà reçue en M1, sur l'acquisition des méthodes des sciences sociales « utiles ». La formation de la spécialité *Métiers des études et du conseil* apporte une connaissance des problématiques couvrant les secteurs concernés, un savoir-faire méthodologique, quantitatif et qualitatif, une maîtrise des différentes facettes des métiers concernés des nouvelles technologies de communication, logiciels de production et de traitement des données. Ce contenu est largement garanti par la double intervention d'universitaires (10 enseignants-chercheurs) et de professionnels (29) pour un volume assez voisin en heures de cours. Confortant son ambition professionnelle, la formation intègre au S3 un module « enseignement professionnel » et des projets collectifs qui répondent à une commande, puis, bien entendu, au S4, un stage de quatre à six mois. A noter aussi que trois étudiants se sont engagés en thèse de doctorat, après obtention de deux bourses CIFRE et d'une bourse de la Région, ce qui singularise positivement cette spécialité, les deux autres spécialités professionnelles ne comptant pas de poursuite en doctorat. Parmi les étudiants, on a compté deux étudiants étrangers, alors même que que cette spécialité, franco-centrée, n'invoque pas de coopérations internationales, ce qui peut d'ailleurs étonner.

Il convient de noter la cohérence de la formation autour des objectifs crédibles comme en témoigne le taux d'emploi de 86 %; une présentation synthétique du type de postes effectivement occupés eût été toutefois bien venue. On constate aussi que la part de la formation continue est faible (trois étudiants en reprise d'activité). En terme de perspectives pour le prochain contrat, on relève avec intérêt la création d'un module « travailler pour/avec les élus », de nature à renforcer des débouchés professionnels, côté secteur public.

On note aussi dans une spécialité qui combine enseignements universitaires de science politique, interventions des professionnels, spécialistes du secteur, mais aussi un projet collectif par petits groupes et un long stage, l'existence d'un conseil de perfectionnement, ayant au moins trois réunions (dont l'une au terme du premier mois de cours) auxquelles des réunions ponctuelles peuvent s'ajouter. Le recueil des « réactions à chaud » des étudiants au terme du premier semestre et un questionnaire anonyme près des étudiants contribuent à un pilotage réactif de la spécialité.



- Points forts :
 - La spécificité de la spécialité.
 - La cohérence de la formation.
 - Un fort encadrement pédagogique.
 - Un taux d'insertion élevé en termes d'emploi.

- Points faibles :
 - Une implication plutôt limitée des représentants du secteur public (Etat, collectivités territoriales...).
 - Une spécialité franco-centrée quant aux débouchés.

- Recommandations pour l'établissement :

Si les deux évolutions envisagées par l'équipe pédagogique, sont confirmées, ce ne pourrait être que profitable à la formation proposée : qu'il s'agisse du renforcement de la spécialisation dans le digital, de plus en plus important dans la pratique au quotidien des métiers concernés ou, plus encore, qu'il s'agisse d'une prise en considération plus nette des perspectives de collaborations avec les élus, ce qui, idéalement, réclame, en lien avec le laboratoire, plus de partenariats avec le secteur public, en particulier les collectivités locales, et notamment celles du Languedoc-Roussillon.



Opérateur en coopération et solidarité internationale et développement

- Périmètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômés délocalisés) :

Université Montpellier 1

Etablissement(s) en co-habilitation(s) au niveau de la spécialité : /

Délocalisation(s) : /

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

- Présentation de la spécialité :

La spécialité *Opérateur en coopération et solidarité internationale et développement* entend préparer à une insertion professionnelle dans le secteur de la coopération pour le développement ; elle a pour ambition d'apporter une formation préparatoire à l'exercice professionnel dans ce secteur, en terme de pilotage des actions de développement, d'expertise nécessaire aux porteurs de projet, tant dans une dimension internationale que nationale. Elle s'adresse chaque année à une quinzaine d'étudiants (15 pour la dernière promotion), dont un nombre significatif d'étudiants provenant d'autres pays (28 %) que la France, en particulier d'Amérique latine et du Maghreb. Elle fait intervenir universitaires et chercheurs du CEPEL, en lien avec leurs recherches, et professionnels des secteurs concernés.

- Appréciation :

Cette spécialité de qualité, dont l'identité pouvait être plus clairement définie, plus explicite aussi en terme de postes occupés au sortir du M2, qui, si l'on en juge d'après le taux moyen d'insertion professionnelle (94 %), correspond bien aux besoins de diverses institutions qui entendent pouvoir disposer d'opérateurs en coopération internationale et développement. Les objectifs des cours et les stages sont clairement pensés en ce sens, non sans ouverture disciplinaire, dans une optique pragmatique, sachant que, très explicitement, l'accès à la spécialité suppose que l'étudiant, s'il a fait son M1 à l'Université Montpellier 1, aura déjà suivi trois unités d'enseignement (UE) préparatoires. Les modalités et objectifs de la formation s'accordent bien, avec en plus des coopérations internationales qui émergent assez clairement. La réflexion déjà entamée sur les voies d'accès hors formation initiale mérite d'être amplifiée.

L'adossement à la recherche est net, non seulement dans le cadre des travaux conduits au sein du CEPEL, mais aussi en relation avec des collègues du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) et de l'Institut de recherches pour le développement (IRD), l'un et l'autre présents sur Montpellier. Par ailleurs, la spécialité bénéficie d'accords de coopération universitaire entre l'UM1 et trois universités étrangères : l'*Universidad Javeriana* de Bogota (échanges d'étudiants et d'enseignants), l'*Universidad Externado* de Bogota (échanges d'étudiants), l'Université de Sherbrooke au Canada (échanges d'étudiants).

Cette spécialité attractive au niveau national et international (28 % des étudiants), ouverte aussi à la formation continue (15,8 % des effectifs), débouche sur un taux de réussite de 96,5 %, suivie d'une insertion professionnelle à hauteur de 94,6 %. Plus de précisions sur le type de postes occupés par les diplômés et sur les employeurs eut permis de mieux préciser cette insertion.

Les professionnels tiennent quant à eux un rôle tout à fait essentiel dans la formation : ils représentent les deux tiers des intervenants et assurent 237 heures d'enseignement en présentiel par étudiant, pour 99 heures dispensées par les universitaires. L'importante équipe pédagogique (18 professionnels, cinq universitaires) s'appuie par ailleurs sur des évaluations systématiques de chaque intervenant par les étudiants. On note avec intérêt la perspective d'une double diplomation ou d'un diplôme conjoint avec l'*Universidad Javeriana de Bogota*.

- Points forts :

- Un solide dispositif pédagogique où les professionnels occupent une place stratégique sans que soient pour autant écartés les savoirs plus académiques (notamment au sein du CEPEL, du CIRAD, de l'IRD).
- Une forte insertion professionnelle.
- L'attractivité auprès d'étudiants étrangers (28 %).



- Points faibles :
 - La non effectivité (à ce jour) de la VAE.
 - L'absence de poursuite en doctorat (sur la base de bourse CIFRE en particulier).

- Recommandations pour l'établissement :

L'établissement pourrait être un support à des réflexions à poursuivre sur le recours à la VAE et sur d'éventuels prolongements en thèses (du type CIFRE).



Métiers du journalisme

- Périmètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômés délocalisés) :

Université Montpellier 1

Etablissement(s) en co-habilitation(s) au niveau de la spécialité : /

Délocalisation(s) : /

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

- Présentation de la spécialité :

La spécialité *Métiers du journalisme* a pour ambition de préparer aux métiers du journalisme : presse écrite, radiophonique ou électronique, presse institutionnelle dans de grandes collectivités, des ONG, des grandes entreprises. Pour une centaine de candidatures, elle a concerné une moyenne de 22 étudiants par année, avec une moitié d'étudiants qui ne relevaient pas de l'UM1 avant leur entrée en M2. Elle se caractérise aussi par une implication forte des professionnels du journalisme.

- Appréciation :

A partir d'un dossier, au demeurant insuffisamment renseigné, on peut tout d'abord considérer que si les enseignements proposés relèvent logiquement d'une présentation du journalisme sous ses différentes facettes, dans une optique pluridisciplinaire, tout en visant aussi l'amélioration des capacités rédactionnelles de l'étudiant (textes, images), si par ailleurs la formation entend permettre aux étudiants de maîtriser les activités sur le WEB et d'intégrer les particularités du journalisme en ligne, le bilan est mitigé : un taux d'emploi honorable, mais plutôt moyen, même s'il explique par une forte concurrence dans la formation au journalisme et les difficultés du secteur, incite d'ailleurs le responsable de la spécialité à envisager, à juste titre, davantage d'enseignements pratiques et de formation au digital. Les supports et modalités de la formation ne sont pas nécessairement à hauteur de l'ambition.

La contribution d'universitaires est faible : quatre intervenants, dont un seul politiste, alors que l'on compte 17 intervenants professionnels. Cette forte présence de professionnels est incontestablement une ressource, d'autant que la spécialité a bénéficié aussi d'un professeur associé de renom dans le journalisme. Il reste que le dossier est peu disert sur l'articulation entre les différents intervenants en terme de dynamique. Le taux de satisfaction des étudiants qui, par ailleurs, animent un site internet dédié à la spécialité, est élevé (90 %). Le taux de réussite au diplôme est de 100 %. Par contre, le taux d'insertion professionnelle est de 75 % (promotion 2010-2011) dont deux tiers pour un emploi de niveau cadres.

Les recherches sur le journalisme sont peu affirmées au sein du CEPEL, et on se demande dès lors si des connexions avec des recherches, bien présentes celles-là, au sein du CEPEL et qui sont mises à profit au sein de la spécialité *Métiers des études et du conseil*, en ce qui concerne les problématiques de la communication, ne sont pas envisageables.

On s'interroge sur la gouvernance de cette spécialité, d'autant que le dossier est peu explicite.

- Points forts :

- Vue générale des problématiques du journalisme.
- Une forte présence des professionnels de la presse.
- Excellent taux de réussite au diplôme.
- Un site internet animé par les étudiants.

- Points faibles :

- Insertion professionnelle que l'on ne peut considérer comme optimale.
- Synergie peu évidente avec les axes de recherche du CEPEL.



- Recommandations pour l'établissement :

La spécialité *Métiers du journalisme* gagnerait à trouver une identité accrue, qui soit, pour une part, distincte de la plupart des autres formations de préparation au journalisme. Certes, l'équipe prévoit, à juste titre, de renforcer la part du digital dans la formation, mais celui-ci suffirait-il à constituer une niche distinctive dans un univers très concurrentiel ? Par ailleurs, l'établissement pourrait accompagner les réflexions nécessaires sur l'insertion professionnelle et sur un adossement scientifique plus affirmé, en relation avec le CEPEL.



Politique et action publique comparée

- Périmètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômés délocalisés) :

Université Montpellier 1

Etablissement(s) en co-habilitation(s) au niveau de la spécialité : /

Délocalisation(s) : /

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger :

Double diplôme possible, sous condition de séjours en relation avec *The American University*, Washington (séjour d'une année à Washington) et en relation avec l'Université de Sienna (Italie ; séjour de six mois à Sienna).

- Présentation de la spécialité :

La spécialité *Politique et action publique comparée*, bilingue (français/anglais), représente la spécialité recherche du master, en lien avec les grands axes de recherche de l'UMR 5112, le CEPEL. Faisant intervenir principalement des universitaires menant une recherche académique et des chercheurs CNRS du laboratoire, reconnus, s'appuyant aussi sur l'intervention systématique de collègues étrangers, elle a été jusqu'à présent ouverte à un petit nombre d'étudiants, dont les promoteurs de la spécialité attendent qu'ils poursuivent en doctorat ou qu'ils occupent des emplois supérieurs dans les secteurs public et privé.

- Appréciation :

A partir d'un dossier pas toujours très explicite et parfois confus, on peut néanmoins prendre acte de l'excellence académique de la spécialité relevant de deux grands axes de recherche de l'UMR CEPEL : « Elites, Etats et action publique » d'une part, « Partis, identités, et comportement électoral » d'autre part, avec une forte dimension comparative, spécialité ayant pour finalité légitime d'apporter aux étudiants une capacité à mener des recherches aussi bien en milieu anglophone que francophone. Il s'agit d'une spécialité bien conçue, en relation avec un laboratoire de science politique reconnu.

Le fait que le jury du mémoire présenté *in fine* soit composé de l'ensemble des enseignants chercheurs et des chercheurs qui interviennent dans la formation témoigne d'un engagement collectif. Cette formation qui permet, sous condition de séjours, une double diplomation (*The American University* à Washington et l'Université de Sienna), pratique qui devrait s'étendre prochainement à d'autres universités, est attractive (70 candidatures annuelles, pour seulement une dizaine de places) : elle attire un nombre significatif d'étudiants étrangers (un peu plus d'un tiers pour 2011-2012). Le taux de poursuite en doctorat est proche de 20 %, mais compte tenu de la modestie des effectifs, suite à une sélection restrictive comme le reconnaît implicitement le responsable de la spécialité quand il envisage de passer d'une dizaine d'étudiants (14 toutefois en 2012-2013) à une vingtaine (avec un seuil maximal de 25), cela se traduit par un nombre restreint de doctorants. On ne saurait non plus se contenter de constater que, en sus de 20 % de doctorants, il n'y ait que 30 % d'étudiants à avoir trouvé une insertion professionnelle ; le recours, pour la moitié des étudiants, à un second M2 Recherche ou Professionnel est préoccupant. Une réflexion est donc nécessaire sur les débouchés extra-académiques de cette spécialité qui réclame une accentuation du pilotage de la spécialité, avec mise en place d'un conseil de perfectionnement actif, se réunissant régulièrement, une évaluation systématique de la formation et un suivi des diplômés qui aille au delà des contacts informels.

- Points forts :

- Qualités scientifiques.
- Bilinguisme des enseignements.
- Fortes coopérations internationales dont des doubles diplomations.

- Points faibles :

- Débouchés insuffisamment assurés de la spécialité, qui ne peut se réduire à quelques thèses de doctorat.
- Une sélection très restrictive en amont du M2, qui se traduit par un petit nombre d'étudiants.
- Un pilotage à penser de façon plus dynamique compte tenu des insuffisances concernant les débouchés.



- Recommandations pour l'établissement :

Il conviendrait d'accompagner et d'appuyer une réflexion poussée sur un master Recherche, qui est de qualité, mais dont la moitié des étudiants ne trouvent pas rapidement une insertion professionnelle (hors la poursuite en thèse de doctorat).



Observations de l'établissement

L'établissement n'a pas fourni d'observations.